

## Corrigé exercice 12.01 : Cas Regimdi

Cet exercice permet de faire le point sur les différents régimes d'imposition applicables.

Rappel

Régimes d'imposition	2014, 2015 et 2016	2017, 2018 et 2019
Régime déclaratif spécial (micro-BNC)		
Limite d'application du régime micro-BNC (seuil d'application du régime de la déclaration contrôlée)	32 900€	33 200€
Régime des micro-entreprises (micro-BIC)		
Limite d'application du régime micro-BIC :		
Livraisons de biens, ventes à consommer sur place et prestations d'hébergement.	82 200€	82 800€
Autres prestations de services	32 900€	33 200€
Régime simplifié d'imposition		
Limite d'application du régime simplifié d'imposition :		
Livraisons de biens, ventes à consommer sur place et prestations d'hébergement	783 000€	789 000€
Autres prestations de service	236 000€	238 000€
Seuil de chiffre d'affaires en deçà duquel les entreprises sont dispensées de bilan		
Livraisons de biens, ventes à consommer sur place et prestations d'hébergement	157 000€	158 000€
Autres prestations de services	55 000€	55 000€

**Remarque** : s'agissant de l'exercice clos en 2016, il sera fait état des seuils applicables sur la période 2014-2016.

**Pour l'établissement industriel**: il s'agit d'une activité BIC (ventes de marchandises) ; régime du réel normal car le CAHT est supérieur à 783 000 € ; le bénéfice réel est de : 1 500 000 - 940 000 = 560 000 € ; la tenue d'une comptabilité complète est obligatoire, et l'entreprise doit souscrire une liasse fiscale correspondant au réel normal.

Il n'existe pas d'option possible pour un autre régime. Si l'entreprise est imposée à l'IR catégorie des BIC, le résultat de 560 000 € est reporté sur la déclaration n° 2042 du chef d'entreprise.

- **Pour la discothèque** : catégorie BIC et régime des ventes et des prestations de services (mixte) ; en effet, la discothèque vend des boissons et propose à ses clients des prestations de services (danse).

Pour relever du régime simplifié, cette entreprise doit respecter une double limite de chiffres d'affaires, fixée à 783 000 € pour le montant global de ses opérations et 236 000 € HT pour la part se rapportant aux prestations de services.

Le régime du réel simplifié est applicable de plein droit puisque le chiffre d'affaires n'excède aucune des limites précitées ; l'entreprise doit tenir une comptabilité simplifiée (liasse fiscale simplifiée) ; Elle peut formuler option possible pour le régime réel normal.

Si l'entreprise est imposée à l'IR catégorie des BIC, le résultat de 60 000 € est reporté sur la déclaration n° 2042 du chef d'entreprise.

- **Pour le négociant en fruits et légumes**: il s'agit d'une activité BIC de ventes de marchandises ; le régime de droit est celui du micro-BIC, car le chiffre d'affaires est inférieur à 82 200 €. L'épicier devra tenir un journal de recettes et de dépenses, et il inscrira son chiffre d'affaires HT (70 000 €)

directement sur sa déclaration n° 2042. Son bénéfice forfaitaire est égal à  $70\,000 \times 29\% = 20\,300 \text{ €}$  (après abattement de 71%).

Cet épicier peut opter pour le régime du réel simplifié ou du réel normal. Son bénéfice imposable réel serait alors de  $70\,000 - 50\,000 = 20\,000 \text{ €}$ , s'il adhère à un CGA ; sinon, son bénéfice imposable serait de  $25\,000 \text{ €}$  (+ 25%). De plus, il devra tenir une comptabilité réelle simplifiée.

**-Pour la société :** il s'agit d'une activité BIC (ventes de marchandises). Le régime du réel normal est applicable car le chiffre d'affaires HT est supérieur à  $783\,000 \text{ €}$  ; le bénéfice réel est de  $350 \text{ M€} - 300 \text{ M€} = 150 \text{ M€}$ . La tenue d'une comptabilité complète est obligatoire, et l'entreprise doit souscrire une liasse fiscale correspondant au réel normal. La transmission électronique est également obligatoire car l'entreprise a un chiffre d'affaires hors taxes de l'année précédente supérieur à 15 millions d'euros hors taxes. Il en est de même pour les sociétés qui relèvent de la Direction des grandes entreprises (DGE).

Rappelons que relèvent de la DGE les personnes physiques ou morales ou groupements de personnes de droit ou de fait dont, à la clôture de l'exercice, le chiffre d'affaires hors taxe ou le total de l'actif brut du bilan est supérieur ou égal à 400 millions d'euros.

L'obligation de déclaration des bénéfices par voie électronique concerne depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 toutes les entreprises quel que soit le chiffre d'affaires.

- Les entreprises relevant du régime des micro-entreprises BIC ou BNC ne sont pas visées.